

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ALPES-MARITIMES



COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Séance du 27 juin 2025

Intervention de Marie-Louise GOURDON Groupe Environnement et Solidarités

Monsieur le président,

Mes chères et chers collègues,

Les années passent et le budget du département doit s'adapter aux aléas.

Le Compte administratif 2024 en est l'exemple.

Le budget 2024 s'est élevé à presque 1 milliard 641 millions d'euros.

Les recettes marquent le pas par rapport au CA 2023. La situation est toutefois atténuée avec l'intégration de 50 M€ de DMTO mis en réserve les années précédentes, ce qui permet de présenter une baisse relative des recettes de 27 M€.

Dans le même temps les dépenses de fonctionnement sont, elles en progression de 14 M€.

Les investissements hors dette sont en légère baisse de 15 % par rapport à l'an dernier, ce qui peut s'expliquer par la fin des chantiers liés à la tempête Alex.

Le Département, remboursant plus qu'il n'a emprunté, s'est désendetté en 2024 de près 9 M€. L'encours de la dette reste cependant important avec une dette de 739€ par habitant pour une moyenne de 525 € pour les départements de notre strate selon les dernières données de la DGCL

Globalement, « la situation financière est saine » selon vos propres mots.

Pourtant il semble que notre Département soit signataire du communiqué de presse de l'association des départements de France dont notre collectivité est membre.

La campagne de communication de l'ADF souligne que les dépenses sociales dont l'APA, pour les personnes âgées, la PCH, pour les personnes en situation de handicap, le RSA, pour les foyers les plus précaires, représentent 70% des budgets des départements et que ce pourcentage était de 55% il y a dix ans.

Cet appel des départements, dans un rapprochement symbolique que j'hésite à qualifier, fait du 18 juin 2025 le « jour du dépassement », celui où les dépenses sociales seraient à l'entière charge des départements à partir de cette date, entraînant leur étranglement financier.

Si certains départements sont effectivement en grande difficulté, notre département fait figure d'exception.

Si l'on se réfère à votre présentation budgétaire, les dépenses sociales se sont élevées en 2024 à 620M€ sur un budget global de 1.641M€, ce qui représente 37,8% et non pas 70 % du budget.

Il y a dix ans, nos dépenses sociales représentaient 40,7% du budget et non 55 %.

De plus en 10 ans le budget du Département a progressé de 30% alors que les dépenses sociales ont progressé, elles, de 20%.

Faisons un Focus sur les dépenses du RSA qui est l'allocation de lutte contre la pauvreté. Je vous rappelle au passage que le taux de pauvreté est toujours supérieur à la moyenne nationale dans notre département.

Ces dépenses d'allocations se sont élevées à 130 M€ en 2024. Parallèlement les recettes liées au RSA en provenance de l'État et de l'Europe ont été de 100M€. Les dépenses nettes de RSA pour le Département sont donc de 30M€.

Toujours, concernant les dépenses sociales, je voudrais souligner quelques éléments.

Si l'on se réfère aux données de la DGCL cette fois, qui permettent des comparaisons utiles entre département

- Sur les aides à la personne : notre département consacre 281€ par habitant pour une moyenne de 314 € pour les départements de même importance

- Sur les frais de séjours en établissement : le département verse 200€ pour une moyenne de 235 €

Si en matière de solidarité humaine, nous formulons des réserves, notre collectivité a su montrer un grand élan de solidarité territoriale suite à la tempête Alex et nous tenions à vous féliciter, à féliciter les services pour leur efficacité dans la reconstruction des vallées.

Les crédits qui sont en baisse entre 2023 et 2024 marquent l'aboutissement des immenses chantiers qui ont mobilisé l'ensemble du Département et de ses services, et une partie du budget d'investissement.

Nous avons d'ailleurs pour la première fois en 2020 voté votre budget marquant ainsi notre entier soutien à cet effort nécessaire.

Notre collectivité a fort heureusement bénéficié à partir de 2021 de montants de DMTO vertigineux passant de 478 M€ en 2020 à 616 M€ en 2021 avec un pic de 690M€ en 2022.

C'est ainsi que notre département a pu faire face aux presque 269 M€ de la reconstruction.

Concernant ces fameux droits de mutation, il faut avoir en tête quelques comparaisons : en 2024 nous avons perçu 382 € de DMTO par habitant pour une moyenne de 191€ dans les départements de même importance. C'est exactement le double

Je tenais ainsi à mettre en lumière les grandes différences, la grande disparité qui existe entre les départements. Et nous faisons bien évidemment partie des plus riches, grâce aux Droits de mutation, les DMTO.

Malgré cela, notre département est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique, 3 ans après Alex, la tempête Aline est venue nous le rappeler.

Et tous les jours maintenant les événements météorologiques violents et récurrents nous en apportent des exemples.

Vous avez monsieur le Président choisi de mettre le Green deal au cœur de la politique du département : 28.8 M€ en 2023, 44.6M€ en 2024 en hausse de 55% d'une année sur l'autre.

La lutte contre le dérèglement climatique doit être poursuivie et amplifiée. Nous regrettons que les actions en direction des particuliers aient été supprimées sans que d'autres mesures prennent le relais. Il en va ainsi de l'aide à l'achat de voiture électrique abandonnée en octobre 2023, l'aide à l'achat de panneaux photovoltaïques le 1 mars 2025.

Et pourtant la pollution atmosphérique et la production de CO2 sont bien au cœur de ce dérèglement.

Nous souhaitons que notre département ne relâche pas ses efforts et soutienne ceux des particuliers.

Le dossier de la réhabilitation globale d'un vaste ensemble de copropriétés vétustes à Nice, alliant, préoccupation sociale et souci de l'environnement, va dans le bon sens. Même s'il ne semble pas parfaitement abouti nous espérons qu'il pourra voir le jour.

La question des logements et des copropriétés vétustes, des passoires énergétiques va se poser de façon de plus en plus cruciale, pour le froid en hiver, mais aussi de plus en plus pour la forte chaleur en été.

Nous sommes en train de la subir dans nos établissements scolaires où les hautes températures perturbent les enfants et les adultes. Protéger tous les établissements de la canicule représenterait des budgets colossaux, de ce fait il faudrait rapidement amplifier le plan pour le rafraîchissement des collèges.

Quand on parle des effets du réchauffement climatique, ce sont là des effets très concrets et très visibles.

Je terminerai sur un sujet qui nous préoccupe tous, l'état mental de la jeunesse.

Les chiffres sont inquiétants 1,6 millions de jeunes souffrent de troubles psychologiques et la moitié n'ont pas accès aux soins. Faute de prise en charge adéquate, les troubles vont devenir chroniques et s'aggraver. La précarité est pointée comme un facteur majeur du développement de ces pathologies

Si la psychiatrie a toujours été considérée comme du soin et donc relevant de l'Etat, la prévention relève avant tout des Départements. La lutte contre la précarité des enfants doit devenir une priorité.

Nous en revenons ainsi au RSA, les foyers bénéficiaires souvent monoparentaux incluent des enfants et le nombre d'enfants pauvres ne cesse de progresser dans notre département. Sans tout expliquer, il n'est pas étonnant que des troubles surviennent.

Le département met en place des mesures pour accompagner les jeunes ayant des problèmes. Il est nécessaire de les accentuer.

Nous devons considérer la jeunesse comme le meilleur de notre avenir, la soutenir et l'accompagner.

Pour conclure, je dirais que notre département est riche. Même si les DMTO fluctuent, ils restent un socle solide de ressources fiscales.

Maintenant que nous avons quasiment terminé les gros travaux de la reconstruction des vallées, cela libère du budget. Nous pourrions envisager, pour l'avenir, d'investir dans des actions fortes tant au niveau social, comme nous venons de le proposer, qu'au niveau de mesures conséquentes contre les effets du réchauffement climatique.

Pour notre part, nous nous abstiendrons.